

DÉCLARATION DE M. NICOLAS SARKOZY, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LES EFFORTS INTERNATIONAUX EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE, À PARIS LE 16 JUIN 2011.

16 JUNE 2011 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le Secrétaire général, Cher Angel GURRIA,

Monsieur le Ministre, cher Bruno LEMAIRE,

Mesdames et Messieurs les Présidents,

Mesdames et Messieurs les représentants des organisations paysannes,

Vous représentez ici les agriculteurs du monde entier et vous avez vécu ces 20 dernières années plus de bouleversements que le monde paysan n'en avait connus en plusieurs siècles.

Face à la mondialisation, aux catastrophes naturelles, à l'imprévisible loi des marchés, vous êtes, vous les paysans du monde entier en première ligne. Vous avez besoin de stabilité, le monde avec vous a besoin de stabilité.

Vous ne m'en voudrez pas à cet égard si, avant de parler de l'agriculture, j'évoque brièvement le sujet qui sera au cur des prochains rendez-vous européens, d'ici la fin du mois de juin, je veux dire la stabilité de la zone euro.

Pour les Français, la première source de stabilité, c'est l'euro. Souvenez-vous des dévaluations compétitives qui pouvaient ruiner en quelques minutes l'effort de plusieurs années.

L'euro, est avec la Politique agricole commune l'une des grandes réalisations européennes. Et notre devoir, c'est de défendre et de sauvegarder l'euro. Sans l'euro, il n'y a pas d'Europe, et sans l'Europe, il n'y a pas de paix et pas de prospérité possible.

Quand il a fallu agir face à la crise financière, je n'ai pas hésité. Aujourd'hui, alors que la reprise est en cours, nous n'avons pas le droit de fragiliser l'euro.

Je dis cela car depuis un an, certains pays de la zone euro traversent une crise sans précédent. Ces pays mettent en uvre des programmes de redressement sans équivalent dans l'histoire. Depuis un an, nous avons pris des décisions historiques pour renforcer l'intégration européenne.

Au cours des semaines passées, un débat public s'est développé sur les formes, mais non sur le principe, du soutien à la Grèce. Ce débat n'est pas illégitime et je comprends que chacun de nos États européens, chacune de nos institutions veuille faire valoir son point de vue.

Mais je demande à chacun de prendre ses responsabilités ce dont nous avons besoin le plus aujourd'hui, c'est d'unité. Il faut donc sortir des querelles nationales pour retrouver le sens de notre destin commun en Europe.

J'en appelle à chacun pour faire preuve d'esprit de responsabilité et du sens des compromis nécessaires sur lesquels l'Europe s'est bâtie. Il faut défendre notre monnaie unique, il faut défendre les institutions européennes. C'est notre devoir à tous de tout faire pour préserver la stabilité de la zone euro, car sans stabilité, il n'y aura pas de croissance possible et tous nous sommes concernés et les décisions, nous devons les prendre maintenant.

Pour vous, agriculteurs du monde entier, ce que je viens de dire est, me semble-t-il, particulièrement exact. Comme tous les acteurs économiques, vous souffrez de la volatilité du cours des matières premières. Vous êtes au cur de l'économie mondiale, mais vous êtes plus que cela encore. Car l'agriculture n'est pas une activité comme les autres, pas plus que la production agricole n'est une marchandise comme les autres.

Votre activité est la condition même de notre survie sur la planète. C'est pourquoi il était si important à mes yeux, pour moi de venir vous rencontrer ce matin et je tiens à remercier la FNSEA et les Jeunes Agriculteurs d'avoir pris l'initiative particulièrement opportune de ce forum.

La fin des paysans, c'est une fable, une fable que l'on nous conte depuis des décennies. L'actualité nous montre l'urgence qu'il y a à remettre l'agriculture au premier plan des préoccupations politiques nationales.

Certains peuples font dès aujourd'hui la dramatique expérience de la disette et du manque cruel de ressources agricoles. Un milliard de personnes connaissent la faim dans le monde et on parle de la

disparition des paysans. Un tiers des enfants qui naissent dans les pays en développement sont mal nourris et 3 millions d'enfants meurent chaque année de malnutrition.

Derrière les chiffres, il y a les faits, et les faits sont insupportables. Ce drame de la faim ne concerne pas seulement l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne. Il engage notre capacité à penser la solidarité au niveau planétaire. Comment nourrir le monde et assurer le développement des populations tout en préservant la planète et les ressources naturelles. L'agriculture doit aujourd'hui relever : un triple défi, défi démographique, défi environnemental, défi du développement.

Défi démographique :

Nous serons 9 milliards en 2050. Nous devons donc d'ici-là augmenter notre production agricole de 70 %, c'est incontournable. Or, si la croissance de la production agricole mondiale était de 3 % par an, entre 1960 et 1990, elle est maintenant retombée à un peu moins de la moitié 1,5 %. Chaque année, dans le monde, 30 millions d'hectares sont perdus en raison de l'urbanisation et de l'industrialisation. Le défi de la production est donc considérable.

Il faut créer les conditions d'une relance de la croissance de la production agricole mondiale. Ce ne sera pas facile car nous sommes simultanément confrontés au défi du changement climatique et de la préservation des ressources naturelles.

Les agriculteurs, là-aussi, vous êtes au front. Vous savez tous quelle terrible sécheresse nous connaissons en France. Ce qui n'est pour l'heure qu'un événement épisodique dans notre pays, est déjà une calamité permanente dans certaines régions du monde. Le GIEC estime ainsi que les récoltes africaines pourraient baisser de 50 % d'ici 2020 à cause de la sécheresse. Donc 3 milliards de personnes à nourrir dans le monde, 30 millions d'hectares par an de terres agricoles en moins et une productivité qui diminue du fait des changements climatiques.

Je sais combien les agriculteurs sont mobilisés sur ces questions. Il nous faut redoubler d'effort, pour trouver des alternatives dans le domaine de l'énergie comme dans celui des pratiques culturales.

Il nous faut relancer et réinventer l'agriculture du XXI^e siècle. Ce qui est en jeu, c'est aussi l'avenir de l'économie mondiale, sa capacité à porter une croissance durable, source de développement pour les populations.

Ce défi du développement concerne au premier chef les agriculteurs eux-mêmes. Vous représentez 1,3 milliards d'emplois dans le monde, l'agriculture est la première activité mondiale. 40 % de la population active mondiale dépend directement des marchés agricoles locaux. Mais dans les pays en développement, les petits agriculteurs peinent à tirer de leur revenu agricole les moyens de leur existence. Et sous la pression de l'urbanisation, le prix des terres agricoles ne cessent de s'accroître. Dans ces conditions, comment permettre aux agriculteurs de nourrir les autres quand eux, les agriculteurs, ne peuvent subsister par eux-mêmes ?

Nous devons tout faire pour les aider. C'est une nécessité pour le développement de régions entières qui dépendent de l'activité paysanne pour toute leur économie. Près de 80 % des plus démunis dans le monde vivent où ? Dans des zones rurales, et c'est l'agriculture, seule, qui peut leur permettre de sortir de la pauvreté.

Nourrir le monde dans la durée et aider au développement économique des populations les plus pauvres sans mettre en péril l'avenir de la planète, voilà les missions que notre siècle a confiées aux agriculteurs, voilà ce qui fait de votre activité une activité stratégique.

A ces impératifs s'ajoutent des conditions d'exercice rendues plus difficiles, voire impossibles, par la volatilité des prix. De nombreux paramètres, comme la croissance démographique, la raréfaction des sols cultivables, la baisse du taux de croissance de la production agricole, viennent accroître les écarts entre l'offre et la demande de produits alimentaires. Incontestablement, ce sont ces tensions qui constituent la première cause de l'augmentation des prix et de la volatilité des prix agricoles.

Quand on prend le blé, le blé est passé de 140 euros la tonne en juillet 2010 à 280 euros la tonne en février 2011, pour retomber à 230 euros aujourd'hui. L'indice des prix alimentaires établi par la FAO reste toujours plus haut que le pic atteint en 2008, alors que nous étions à l'époque au cur de la crise alimentaire.

Cette volatilité des prix est devenue insupportable, d'abord pour vous, producteurs agricoles, au Nord comme au Sud, car elle crée de l'incertitude absolue sur vos revenus. Elle vous empêche d'investir. Elle

penaise votre pouvoir d'achat. Lorsque les prix s'effondrent, votre potentiel de production est en danger. Une telle situation n'existe dans aucun autre secteur d'activités. Citez-moi une autre profession où chaque année, l'on peut perdre 30 % de son revenu ! Cela n'existe pas.

La volatilité des prix est tout aussi insupportable pour les consommateurs, en particulier quand les prix flambent brutalement : les émeutes de la faim, illustre de manière dramatique les conséquences des fluctuations du prix des matières premières agricoles.

Face à ces évolutions, nous devons changer de rythme, changer d'échelle, changer de modèle et arrêter de penser que tout va s'arrêter, que tout va s'arranger sans que l'on prenne aucune initiative. Les pays du G20 représentent 70 % des terres agricoles, 82 % de la production mondiale de céréales, 80 % du commerce alimentaire mondial : eh bien, c'est tout naturellement les pays du G20 qui ont les premiers le devoir de porter ce changement et d'en imaginer les bases ? C'est la raison pour laquelle, la France a souhaité que la question agricole soit inscrite à l'agenda du G20.

Cette mobilisation est une première étape, ce fut difficile. Quand la France a porté cet ordre du jour, personne n'y croyait. Personne. Aujourd'hui, il me semble que le monde a enfin compris le rôle primordial que joue l'agriculture pour l'avenir de la planète. Mais il ne s'agit pas de manier des symboles. Éveiller les consciences, c'est bien, mais cela ne peut pas suffire. Nous devons agir, le mot « action » n'est pas un gros mot, et ne pas se contenter de dire que c'est compliqué. Franchement, si on devait s'occuper que de ce qui est simple, on aurait un ordre du jour très allégé ! Et nous devons agir en sachant rompre avec les erreurs et les errements du passé. On ne peut pas agir au XXI^e siècle comme on agissait au siècle précédent. Le monde a changé, nous devons changer nos méthodes.

Le nouveau modèle agricole que nous appelons de nos vœux devra, me semble-t-il, reposer sur deux principes fondamentaux.

Premier principe : réinvestir. Notre rencontre, et les travaux que vous allez conduire durant ces deux journées, doivent donner le signal du réinvestissement public et privé dans l'agriculture mondiale. Produire plus pour nourrir les hommes, produire mieux pour assurer une production durable, cela ne sera possible qu'à la condition que l'agriculture redevienne un domaine d'investissement majeur. En 20 ans et au niveau mondial, la part de l'aide publique au développement consacrée à l'agriculture est passée de 15 % à moins de 5 %. En ce domaine, les Etats doivent tenir leurs engagements, et en particulier les pays du G8 qui, à l'Aquila, en juillet 2009, se sont engagés à augmenter de 22 milliards de dollars sur 3 ans leur soutien au développement agricole.

Évidemment, l'aide publique ne suffira pas. Nous devons favoriser les investissements privés dans l'agriculture pour autant qu'ils soient responsables. Les investissements privés doivent encourager le développement des productions vivrières et contribuer à l'organisation des filières de production. Enfin, cet effort financier doit porter sur la recherche et l'innovation. L'agronomie doit à nouveau jouer un rôle moteur pour assurer la croissance nécessaire de la production alimentaire. Tous les secteurs doivent être mobilisés, comme la recherche sur les semences, la fertilisation, la protection des cultures. Il faut faire porter l'effort de recherche sur des sujets cruciaux, comme les nouvelles pratiques de cultures, la gestion de l'eau, dont nous parlons en France, ou encore la structuration des filières agricoles et des marchés locaux.

Le deuxième principe du nouveau modèle agricole que nous devons bâtir, c'est une gouvernance mondiale modernisée.

En juillet 2008, lors du sommet de Rome, j'avais proposé un partenariat mondial pour l'alimentation, la sécurité alimentaire et l'agriculture qui reposait sur la coordination internationale, la recherche et la cohérence des financements. Depuis cette date, la réforme de la FAO a été lancée et le comité pour la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a été créé. Je me réjouis de ces réformes. Mais nous devons maintenant aller beaucoup plus loin.

Il importe d'améliorer le fonctionnement des marchés agricoles mondiaux. Les marchés agricoles mondiaux sont les moins transparents de tous. Il n'y a pas de transparence sur les marchés agricoles mondiaux, ils sont donc soumis à une volatilité extrême. Nous ne disposons d'aucune information concernant la production mondiale, concernant les prévisions de récolte, concernant la demande de consommation et même concernant les stocks mondiaux. Il est temps que l'impératif de transparence s'applique aux marchés agricoles.

Avec nos partenaires du G 20 et les organisations internationales concernées, nous souhaitons lancer

un nouveau système d'information sur les marchés, à l'exemple de ce qui a été fait il y a près de dix ans pour le pétrole. Cet outil serait hébergé par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, dont c'est le rôle. Et cet outil recueillera toutes les données, y compris celles concernant les stocks publics et privés, et chacun pourrait y avoir accès.

Je souhaite que nous nous engagions dans ce nouveau système dès la réunion des ministres, cher Bruno LE MAIRE, de l'agriculture du G20 qui aura lieu la semaine prochaine à Paris, et je souhaite que l'Europe rattrape son retard en matière de partage d'information. Ce nouveau système devrait nous permettre de renforcer la coopération internationale en matière de sécurité alimentaire. Et d'améliorer la coordination internationale pour mieux prévoir et surtout pour mieux gérer bien sûr les crises. Aujourd'hui, quand un événement survient, chaque pays réagit selon son intérêt immédiat, sans aucune concertation, alors que ses décisions peuvent avoir des conséquences dramatiques pour toute la planète. Nous avons pu en mesurer les effets en 2008, au moment des émeutes de la faim, lorsque certaines frontières se fermaient, interdisant toute exportation de denrée alimentaire, alors que, paradoxalement, les ressources disponibles étaient suffisantes pour alimenter le marché. Cela n'a aucun sens.

Face au risque de crise, il faut que les grands acteurs des marchés puissent se réunir pour donner une réponse commune. L'existence d'un forum de concertation permettrait d'éviter des décisions unilatérales et donc condamnables. Je souhaite que vous puissiez réfléchir à ce type d'initiative qui rendrait notre monde plus solidaire.

Enfin, nous devons réguler les marchés financiers dérivés des matières premières agricoles. Je sais qu'il y a un débat sur les causes de la volatilité agricole, et que le rôle que peuvent y jouer différents paramètres, comme la spéculation ou l'aléa climatique. Tout cela suscite débat. Mais moi, je vous propose une chose, n'attendons pas que les experts se soient mis d'accord pour agir ! Car de toute manière, les experts ne se mettront pas d'accord. Si vous attendez, on ne fera rien et nous ne pouvons pas nous payer le luxe de ne rien faire. Je souhaite que les engagements qui ont été pris par les pays du G 20 pour améliorer le fonctionnement des marchés dérivés, et en particulier des marchés dérivés pétroliers, puissent être étendus aux marchés dérivés agricoles. Ce que nous avons fait pour les marchés dérivés pétroliers, y-a-t-il une raison, un argument pour que nous refusions de le faire pour les marchés dérivés des produits agricoles ?

C'est un enjeu essentiel car le volume de ces transactions sur les marchés agricoles a augmenté de façon inédite ces dernières années, en même temps qu'augmentait la distance entre la réalité des marchés physiques et celle des marchés dérivés financiers.

Je n'en prendrai qu'un seul exemple, celui du marché de Chicago. Pour les matières premières agricoles, il s'y échange chaque année en produits dérivés 46 fois la production annuelle américaine de blé et on me dit qu'il n'y a pas de spéculation et 24 fois la production américaine de maïs et on me dit qu'il n'y a pas de spéculation. J'aimerais que l'on m'explique comment on peut changer 46 fois la production annuelle de blé américain et 24 fois la production annuelle de maïs américain. Il faut se souvenir que les produits dérivés ont été créés, à l'origine, pour protéger les activités commerciales contre les fluctuations du marché physique ! Et maintenant ces produits dérivés augmentent les fluctuations du marché physique. Dire cela, c'est vraiment décrire un phénomène que chacun, sans être spécialiste, peut constater. Aujourd'hui, à Chicago, sur les marchés à terme de matières premières, 85 % des positions à l'achat sont détenues par des acteurs purement financiers, dont l'activité n'a aucun lien avec la marchandise échangée. Cet exemple prouve combien notre monde a perdu le sens de la valeur, combien notre monde a perdu le sens des réalités, le sens d'un capitalisme qui doit être fait pour servir le développement et l'épanouissement des populations. Ce capitalisme-là, n'a rien à voir avec les valeurs qui sont les nôtres. A ceux qui craignent que la France veuille trop de règles, je voudrais redire qu'un marché sans règle, n'est pas un marché et que le capitalisme que nous voulons, est un capitalisme de production, ce n'est pas un capitalisme uniquement financier.

Rendre du sens à l'économie, faire marcher le capitalisme sur ses deux jambes, cela n'implique pas d'intervenir sur les prix, ce que je n'ai jamais demandé, ni de démonter l'économie financière dont nous avons besoin, mais de faire en sorte que le processus de formation de prix fonctionne bien, et de prévenir certains abus. Est-il normal que l'on puisse acheter une grande quantité, 17 % d'un marché

physique d'une denrée alimentaire sans en payer un centime, pas un centime ? On peut prendre une position sur le marché du cacao, tellement important pour nos amis Africains, en acheter 17 ou 20 %, ne pas payer un centime, créer la panique donc l'effet de spéculation et revendre quelques semaines après la quantité ainsi acquises en empocher la plus-value sans avoir dépensé un centime. Ce n'est pas le capitalisme dont nous voulons. Et ce n'est pas respectueux du travail des producteurs et des paysans et ce n'est pas l'intérêt des consommateurs. Ce n'est pas l'idée que nous nous faisons de la création de valeurs dans l'économie de marché qui repose sur du travail, qui repose sur une plus-value, qui repose sur de la recherche, qui repose sur de l'innovation, qui ne consiste pas à aller jouer à la roulette dans une bourse quelconque où, à tous les coups, on gagne. C'est possible de changer les choses, si avec nous, vous l'exigez. En tout cas, la présidence française est déterminée à conduire ces changements. Comme les marchés physiques, et comme les marchés financiers, les marchés dérivés de matières premières agricoles doivent être soumis à l'impératif de transparence, à l'impératif de régulation et à l'impératif de supervision. L'objectif de la France est que les pays du G20 adoptent en ce domaine des décisions et des principes forts.

Mesdames, Messieurs,

Dans la perspective du G 20 qui se réunira à Cannes, la France prépare un plan d'action pour réduire la volatilité des prix agricoles, et poser les fondements d'une agriculture productive et durable, capable de nourrir en 2050 toute la population mondiale. C'est notre intérêt à tous et il y a de la place pour toutes les agricultures. Il y a de la place pour l'agriculture américaine, il y a de la place pour l'agriculture européenne que nous devons défendre, il y a de la place pour l'agriculture africaine dont le problème est son développement et son accompagnement, il y a de la place pour une agriculture d'Asie. Les besoins sont immenses et nous ne savons pas comment y répondre. Donc additionnons nos efforts, et ne pensons pas que ce que les paysans d'une région prennent, ils le prennent aux autres, ils participent d'un effort collectif.

Ce plan sera discuté par les ministres de l'Agriculture du G20 qui se réuniront à l'invitation du ministre de l'Agriculture français à Paris la semaine prochaine, les 22 et 23 juin. Mais ce plan ne sera complet, solide et fiable, que si les agriculteurs du monde y apportent leur contribution. Je compte donc sur vos travaux pour nourrir les propositions que nous présenterons au sommet du G 20 à la fin de cette année. Nous avons besoin de votre solidarité car vous êtes dans un marché mondial et nous devons tous nous serrer les coudes et imaginer le modèle agricole du XXIe siècle. J'espère que vous avez compris que pour moi, il était vraiment important d'être avec vous aujourd'hui.

Je vous remercie.